

GRENELLE Remise des Rapports des groupes de travail

Soumis par Sophie
Dernière mise à jour : 09-12-2009

Fin des groupes de travail Vrais conflits, faux consensus... Le Grenelle tient ses promesses

- Consultez le détail des vrais conflits et des faux consensus dressés par l'Alliance pour la planète

Paris 26 septembre 2007
Par Les Amis de la Terre au Grenelle

Interviews: Cliquez sur les images

Mercredi 26 septembre, alors que viennent de s'achever les dernières réunions des six groupes de travail et la veille de la conférence de presse organisée par le ministre Jean-Louis Borloo, les associations membres de l'Alliance pour la planète ont fait le point sur les mesures les plus controversées et dressé un bilan du déroulement de cette première phase du Grenelle de l'environnement.

1/ Alors qu'il y a quelques années les associations écologistes se battaient pour faire reconnaître l'urgence de l'environnementale, aujourd'hui, les objectifs qu'elles poursuivent semblent s'imposer.

Divine surprise : la plupart des objectifs défendus par les associations écologistes ont été retenus dans les conclusions des groupes de travail ! C'est dire que les associations, fortes de leurs réseaux internationaux, de leurs expériences et leur expertise, sont porteuses de solutions concrètes à la crise écologique, rationnelles tant du point de vue environnemental que du point de vue économique et social. C'est dire aussi que l'ambition qu'elles ont pour le Grenelle qui se traduit par des objectifs à la hauteur des problèmes, ne peut être ouvertement contestée. En passant d'une logique de co-gestion des politiques publiques et des modes de production entre l'État et les lobbies industriels et corporatistes de l'énergie, des déchets, de l'agriculture, des transports ou de la chimie à une logique de discussion arguments contre arguments, sur la base de l'intérêt général, le contenu des politiques publiques pourrait fortement évoluer.

2/ Mais quand on aborde la question des moyens concrets à mettre en œuvre, les choses se corsent :

Les consensus sur les objectifs ne signifient pas pour autant que les conflits aient disparu. La remise en cause de rentes et d'intérêts économiques généraux est encore d'importantes résistances. Sur les pesticides, le nucléaire, l'environnemental, les aides à l'agriculture, les déchets, le principe pollueur-payeur : bien des divergences entre les acteurs demeurent.

En refusant les moratoires sur l'EPR, sur les cultures OGM, sur la construction d'incinérateurs et d'autoroutes, les parties prenantes à parfois l'État, souvent le Medef et la FNSEA tentent de maintenir dans les faits nos « monocultures » industrielles et agricoles. Ceux qui prétendent que « tout est possible » promeuvent en réalité un impardonnable statu quo. Entre les OGM et le bio, de nouvelles autoroutes et plus de ferroviaire et de transports en commun, un EPR et des économies d'énergies ou des renouvelables, des incinérateurs et le tri sélectif, la co-gestion des politiques publiques, les lobbies et la démocratie écologique, il va falloir choisir.

3/ Objectif de l'Alliance : que les moyens à mettre en œuvre et les décisions qui seront prises soient à la hauteur des ambitions affichées par tous.

Les consensus sur les objectifs, établis à l'issue des réunions des groupes de travail, resteront de vaines promesses si les moyens et les modalités de mise en œuvre ne sont pas clairement identifiés et validés lors de la phase de négociation, fin octobre. Faute de pouvoir contester les objectifs ambitieux portés par les associations écologistes, la tentation semble

forte, pour le Medef et la FNSEA notamment, de faire en sorte qu'ils ne soient assortis d'aucune mesure concrète, d'aucune contrainte réglementaire, d'aucun moyen financier, d'aucun calendrier de mise en œuvre! Pourtant s'enjeux que se jouera le Grenelle.

- Consultez le détail des vrais conflits et des faux consensus dressés par l'Alliance pour la planète